

Convention collective départementale

**IDCC : 9811. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Tarn)**

(6 mai 2002)

(Etendue par arrêté du 18 décembre 2002,
Journal officiel du 17 janvier 2003)

AVENANT N° 29 DU 11 MARS 2011

MODIFIANT LA CONVENTION

NOR : *AGRS1297029M*

IDCC : 9811

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles,

D'une part, et

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture FO Tarn ;

Le syndicat général des salariés de l'agroalimentaire CFDT Tarn ;

La fédération générale agroalimentaire et forestière CGT Tarn,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 3 « Durée de la convention » est modifié comme suit :

« La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle restera en vigueur jusqu'à l'intervention d'une nouvelle convention signée à la suite d'une demande de révision ou de dénonciation ou, à défaut, de conclusion d'une convention nouvelle, pendant une durée de 1 an à compter de l'expiration du délai de préavis, prévu à l'article 5 ci-après, dans les conditions et suivant les modalités définies par l'article L. 2261-10 du code du travail. Si, au terme des 12 mois, aucun accord complet n'a été conclu et si les négociations sont en cours d'achèvement, la convention collective reste applicable en l'état jusqu'à la fin des négociations, dans la limite maximale de 3 mois supplémentaires.

En cas de blocage des négociations en cours, l'une ou l'autre des parties peut à tout moment solliciter l'intervention de l'unité territoriale 81 de la DIRECCTE (direction régionale des entreprises de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) pour relancer les négociations dans le cadre d'une commission mixte. »

L'article 4 « Révision de la convention » est modifié comme suit :

« La demande en révision peut être introduite à tout moment par l'une quelconque des parties. Elle doit être signifiée par lettre recommandée aux autres organisations et à l'unité territoriale 81

de la DIRECCTE (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi).

Elle doit spécifier les articles auxquels elle s'applique et préciser le nouveau texte proposé.

La commission mixte se réunit, sur convocation de l'unité territoriale 81 de la DIRECCTE, après réception de la lettre recommandée demandant la révision.

En cas de demande de révision introduite par l'une des parties, les autres parties peuvent également demander la révision sur les articles de leur choix. Elles doivent adopter la même procédure que celle visée aux deux premiers alinéas du présent article.

En tout état de cause, la commission mixte se réunit, sans formalité, dans les 3 semaines suivant la parution au *Journal officiel* d'un décret modifiant le salaire minimum de croissance, sur convocation de l'UT 81 de la DIRECCTE. »

L'article 5 « Dénonciation de la convention » est modifié comme suit :

« La partie signataire qui dénoncera la convention devra prévenir, au moins 3 mois avant la date de prise d'effet, les autres parties et l'unité territoriale 81 de la DIRECCTE, par pli recommandé.

La dénonciation doit donner lieu à dépôt conformément à l'article L. 2261-9 du code du travail. »

L'article 13 « Pour les contrats à durée indéterminée » est modifié comme suit :

« Tout contrat à durée indéterminée comportera une période d'essai qui pourra être rompue à tout moment par les parties sans indemnités.

La durée de cette période ne pourra excéder :

- pour le personnel non cadre : 2 mois renouvelables une fois.
- pour le personnel d'encadrement : 4 mois renouvelables une fois.

La possibilité de renouvellement devra être expressément prévue au contrat de travail. Le renouvellement sera motivé et approuvé par le salarié.

Toute rupture de la période d'essai doit être précédée d'un délai de prévenance :

DURÉE de présence	DÉLAI DE PRÉVENANCE si rupture à l'initiative de l'employeur	DÉLAI DE PRÉVENANCE si rupture à l'initiative du salarié
Moins de 8 jours	24 heures	24 heures
8 jours à 1 mois	48 heures	48 heures
Plus de 1 mois	2 semaines	48 heures
Plus de 3 mois	1 mois	48 heures

Article 2

Le présent avenant s'applique à compter du 1^{er} mars 2011.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 4

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chaque partie signataire et deux exemplaires seront déposés à l'unité territoriale du Tarn de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

Fait à Albi, le 11 mars 2011.

(Suivent les signatures.)